

fr



Union européenne
Politique régionale

info regio

panorama

8

Décembre 2002

Interview

Frank Gaskell,
président
d'Euromontana

Coopération

Europe
du Nord-Ouest

En clair

Le nouveau Fonds
de solidarité de
l'Union européenne

Découverte d'un pays candidat

La Slovénie

Découverte d'une région

Le Burgenland

En action

L'Andalousie
contre la «fracture
numérique»



Solidarité et cohésion



Comment définiriez-vous en quelques mots le rôle d'Euromontana? Votre action est-elle essentiellement technique ou aussi «politique»?

Euromontana est une association européenne pour la coopération entre régions de montagne. Ce que disent nos statuts — «promouvoir les intérêts économiques, sociaux, culturels et environnementaux des populations des régions de montagne» — résume bien notre activité. Notre réseau rassemble des organisations régionales et nationales montagnardes de l'Europe au sens large: associations, groupements socioprofessionnels, collectivités territoriales, agences de développement économique, agricole et rural, de protection environnementale, instituts de recherche, etc. Ce multisectorialisme

permet à Euromontana de répondre de façon dynamique et flexible aux défis de la montagne, tout en renforçant sa mission: promouvoir un développement intégré et durable.

Même si notre slogan non officiel est «des actions, pas des mots» et que nous sommes fiers de nos compétences techniques et opérationnelles, nous saisissons chaque occasion pour faire entendre la voix fragile des communautés montagnardes et promouvoir le potentiel économique et social inestimable de celles-ci. Dans ce sens, notre action est également politique. Notre rôle technique est important, car il renforce notre rôle politique et permet d'avoir un impact immédiat dans l'action.

Quel est le principal message qu'Euromontana met en avant? Comment ce message est-il perçu dans les États membres et au niveau européen?

Notre message est très simple: les territoires de montagne d'Europe font partie des dernières réserves de diversité — pas seulement la biodiversité mais aussi la diversité des cultures, des savoir-faire, des produits locaux. À l'ère de la mondialisation et de la standardisation, les communautés montagnardes constituent pour l'Europe un atout économique et social précieux mais

fragile. Négliger les zones de montagne, ce n'est pas seulement une faute morale, c'est aussi une attitude irresponsable du point de vue économique.

Ces arguments semblent maintenant avoir modifié à la fois la perception des États membres et la stratégie des institutions européennes quant aux problèmes de la montagne. Comme les îles et les zones à très faible densité de population, la montagne a été inscrite dans le deuxième rapport européen sur la cohésion comme un champ d'intervention prioritaire de la politique régionale communautaire. Ce succès est encourageant, mais nous devons constamment rappeler notre message dans cette phase critique que nous traversons avec l'élargissement et les réformes de la politique régionale européenne et de la politique agricole commune à l'horizon 2006.

Quelles sont les spécificités des territoires de montagne européens?

Tout en reconnaissant qu'il existe entre elles de grandes disparités en termes de prospérité, toutes les régions de montagne partagent des handicaps permanents dus au relief: dispersion de l'habitat, accès et communications difficiles, conditions agricoles défavorables..., tout cela étant combiné à d'autres problèmes structurels, comme la difficulté d'accéder à

Sommaire

Éditeur responsable: Thierry Daman, CE, DG Politique régionale

Ce magazine est disponible dans les 11 langues de l'Union européenne sur l'internet (http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm) et imprimé dans 5 langues (ES, DE, EN, FR, IT) sur papier recyclé.

Les textes de cette publication n'ont pas de valeur légale.

Journalistes: Sophia Desillas, Elisabeth Helming, Jean-Luc Janot, Jean Lemaître, Eamon O'Hara/AEIDL.

Crédits photos (pages): Euromontana (1), Michel Maigre (7), TZE Eisenstadt GmbH (11), Nationalpark Donau-Auen (12), Guadalinfo (14)

Couverture: CEDER Serranía de Ronda

4



Interreg III B «Europe du Nord-Ouest»

6



Événements

l'enseignement supérieur et le déclin démographique. En revanche, les territoires de montagne possèdent beaucoup de qualités spécifiques: une grande richesse environnementale, des produits locaux uniques et, surtout, des communautés humaines tenaces et pleines de ressources.

Quelle est l'importance de la dimension européenne dans le développement des territoires de montagne?

Il serait injuste envers les États membres de laisser entendre que l'échelon européen est la panacée, mais il est vrai que dans la plupart des pays européens la problématique de la montagne est une préoccupation minoritaire. Il est donc essentiel de conjuguer et de fédérer au niveau européen les différentes attitudes envers la montagne afin d'assurer une véritable cohésion territoriale. L'existence d'une vraie stratégie européenne de la montagne ne peut que contribuer à ce que les États membres se penchent sur des problèmes qui, sans cette stratégie, seraient ignorés.

Au niveau des États membres, existe-t-il des politiques «exemplaires» en faveur des zones de montagne? Seraient-elles transposables au niveau européen?

Il est difficile d'envisager le transfert à l'ensemble de l'Europe de politiques spécifiques, mises en œuvre avec succès par l'un ou l'autre État membre et adaptées à celui-ci. Euromontana croit cependant que des approches plus générales, expérimentées localement, peuvent utilement être transférées. Ces transferts produisent tous leurs effets lorsqu'ils portent sur des champs stratégiques et sur ce qu'on appelle les «avantages comparatifs» des territoires de montagne.

La réussite des produits de qualité développés dans certaines régions de montagne, par exemple, peut fournir

des informations stratégiques précieuses à d'autres zones de montagne. Comme l'a explicitement reconnu le commissaire Fischler lors de l'évaluation à mi-parcours de la politique agricole commune, la production d'une alimentation de qualité est une opportunité à ne pas rater. Nous pensons que les zones de montagne sont les mieux placées pour saisir cette opportunité.

Cela ne fait que renforcer davantage le besoin d'identifier des expériences transférables dans ce secteur. À cet égard, Euromontana cherche à catalyser les échanges au niveau européen dans plusieurs domaines stratégiques. Ainsi, nous sommes sur le point de lancer un grand projet visant à combler les besoins d'information liés au développement de produits de qualité dans les différentes régions de montagne d'Europe.

Comment Euromontana entrevoit-elle le futur de la politique régionale européenne?

Nous sommes optimistes, car convaincus que l'Europe reconnaîtra la justesse de nos arguments. Tant l'équité que l'intérêt économique exigent qu'émerge de la réforme de 2006 une politique de développement qui soit vraiment régionale et respecte la cohésion territoriale autant que la cohésion sociale et économique. La tendance de plus en plus évidente à la concentration des activités économiques dans certaines parties de l'Europe retiendra également l'attention des décideurs politiques. On ne laissera pas tomber les communautés de montagne de l'Union européenne et leurs irremplaçables cultures, savoir-faire et produits, encore enrichis par l'arrivée des territoires montagnards d'Europe orientale. C'est toute l'Europe qui profitera de l'avenir sauvegardé de nos montagnes.

Une voix pour la montagne européenne

En 1974, la Confédération européenne de l'agriculture (CEA) a mis sur pied un groupe de travail permanent chargé des «questions socio-économiques en régions de montagne». Baptisé «Euromontana», ce groupe rassemblait les représentants agricoles des pays alpins et pyrénéens et organisait une conférence tous les deux ans.

En 1994, Euromontana a souhaité créer de nouvelles relations avec les pays d'Europe centrale et orientale et intégrer des représentants d'autres secteurs que l'agriculture tels que le développement rural, l'environnement, etc.

En 1995, la Pologne a accueilli à Cracovie la première conférence d'Euromontana organisée dans un pays d'Europe centrale. Devant le succès de cette rencontre, Euromontana a décidé de se doter d'une existence juridique. Les représentants de 14 régions ou pays européens (Albanie, Bulgarie, Écosse, France, Grèce, Italie, Macédoine, Pays basque espagnol, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovaquie, Suisse) réunis le 4 mars 1996 à Rome se sont déclarés membres fondateurs de l'association.

Euromontana fédère aujourd'hui 36 organisations de tous types, réparties dans 15 pays européens (le Portugal et d'autres régions se sont ajoutés aux membres fondateurs).

Contact:

Euromontana
Rue Philippe le Bon 46
B-1000 Bruxelles
Tél. (32-2) 280 42 83
Fax (32-2) 280 42 85

E-mail: euromontana@skynet.be
Internet: <http://www.euromontana.org/default.htm>



8



La Slovénie:
success story — Questions
à Tea Petrin, ministre
slovène de l'économie

10



Le Burgenland,
portail vers l'Europe
orientale

12



Le nouveau Fonds
de solidarité
de l'Union
européenne

14



L'Andalousie
contre la «fracture
numérique»

Interreg III B «Europe du Nord-Ouest»

La coopération transnationale dans tous ses états

Avec un budget total de 650 millions d'euros, dont 330 millions de cofinancement FEDER, le programme «Europe du Nord-Ouest» (ENO) (2000-2006) voit les choses en grand.

L'aire de coopération du programme ENO s'étend de l'Écosse à la Suisse. Quelque 171 millions d'habitants y vivent, soit près de la moitié de la population de l'Union européenne. De loin le mieux doté des 13 programmes transnationaux d'Interreg III B, ENO offre une occasion unique aux villes et régions concernées d'élargir leurs horizons et de profiter du formidable enrichissement de la coopération transnationale.

Malgré la prospérité économique dont jouit depuis longtemps le nord-ouest de l'Europe, nombreuses sont aujourd'hui les villes et zones rurales qui y subissent encore les effets néfastes, voire dévastateurs, du déclin industriel mais aussi de la concentration excessive de certaines activités dans les grandes métropoles. Inégalités interrégionales, asphyxie des principaux axes de communication, dégradation des espaces naturels, quartiers urbains en crise, inondations causant des dégâts considérables sont autant de problèmes qui fragilisent quotidiennement cet ensemble régional, moteur de la construction européenne.

Face à de telles réalités, le programme ENO entend valoriser un certain nombre d'atouts de l'aire de coopération — excellentes infrastructures routières, ferroviaires et aériennes; main-d'œuvre hautement qualifiée; économie solide et innovante, etc. — tout en combattant directement les effets néfastes qui viennent d'être évoqués.

Repenser l'aménagement du territoire en vue d'un développement plus équilibré et durable

Le programme ENO encourage une collaboration des villes et régions

orientée vers la recherche de réponses communes à leurs problèmes respectifs. Des problèmes qui, par nature, ne peuvent être résolus efficacement que de manière transnationale. Ainsi, cinq priorités ont été identifiées par les États membres et régions participant au programme:

- **Priorité 1: un système attractif et cohérent de centres urbains et de régions** — Établir un meilleur équilibre entre grandes métropoles et

villes moyennes, et entre zones urbaines et zones rurales. Maîtriser la croissance urbaine. Lutter contre l'exclusion sociale. Réhabiliter les zones industrielles désaffectées.

- **Priorité 2: accessibilité interne et externe** — Améliorer les connexions entre le nord-ouest de l'Europe et le reste du monde tout en favorisant les modes de transport alternatifs (intermodalité des transports mer/fer/air) et les stratégies de mobilité durable. L'accès à la société



de l'information est également encouragé par les actions de sensibilisation et de promotion des technologies avancées de l'information et de la communication auprès du grand public et des entreprises.

- **Priorité 3: gestion des ressources en eau et lutte contre les dommages causés par les inondations** — Améliorer la gestion intégrée et durable des systèmes hydriques et des ressources en eau. Prévenir et réduire les dommages causés par les inondations fluviales et côtières.
- **Priorité 4: autres ressources naturelles et patrimoine culturel** — Réduire l'«empreinte écologique» des activités humaines par la promotion de maillages verts et de corridors écologiques. Lutter contre l'étalement des villes. Protéger et améliorer l'environnement et le patrimoine culturel. Formuler et expérimenter des stratégies de développement territorial intégrées pour les zones côtières, les régions protégées, les zones sensibles et les régions de biodiversité élevée.

- **Priorité 5: promotion de l'intégration territoriale dans les zones maritimes de l'aire ENO** — Encourager la coopération entre les ports de la zone ENO, promouvoir le transport maritime de courte distance entre les régions. Faciliter la coopération entre les régions maritimes et les régions intérieures. Préserver les réserves halieutiques et prévenir les risques de pollution maritime dus à l'activité humaine.

L'autorité de gestion du programme ENO est la Région Nord - Pas-de-Calais (France), assistée par un secrétariat technique commun localisé à Lille. Un comité de suivi et une autorité de paiement assurent la gestion et la mise en œuvre transnationale du programme.

Contact:

*Secrétariat Interreg III B ENO
a/s Philippe Doucet, directeur du programme
«Les Cariatides», 5^e étage
24, boulevard Carnot
F-59800 Lille
Tél. (33) 320 78 55 00
Fax (33) 320 55 65 95
E-mail: nwe@nweurope.org*

L'aire de coopération ENO

La zone de coopération transnationale du programme couvre des régions situées dans **8 pays**:

- **l'ensemble des territoires belge, luxembourgeois, britannique et irlandais;**
- **13 régions françaises:** Nord - Pas-de-Calais, Picardie, Haute-Normandie, Île-de-France, Basse-Normandie, Centre, Champagne-Ardenne, Lorraine, Bourgogne, Alsace, Franche-Comté, Bretagne, Pays de la Loire;
- **9 provinces néerlandaises:** Overijssel, Gelderland, Flevoland, Utrecht, Noord-Holland, Zuid-Holland, Zeeland, Noord-Brabant, Limburg;
- **6 Länder allemands:** Nordrhein-Westfalen, Hessen, Rheinland-Pfalz, Saarland, Baden Württemberg, Bayern (Schwaben, Unter-, Mittel- und Oberfranken);
- **15 cantons suisses:** Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Aargau, Solothurn, Bern, Jura, Uri, Schwyz, Obwalden, Nidwalden, Luzern, Glarus, Zug, Zürich, Neuchâtel.

AMNO, précurseur du concept de «planification territoriale transnationale»

Prédécesseur d'ENO, le programme Interreg II C AMNO a insufflé une nouvelle façon de penser et de gérer les Fonds structurels.

La première génération du programme «Europe du Nord-Ouest», baptisée en 1997 AMNO (Aire métropolitaine du nord-ouest de l'Europe), a bien évolué. Et si l'on jette un rapide coup d'œil sur le passé, «le bilan est on ne peut plus positif et encourageant», au dire d'Angèle Martinez, aujourd'hui responsable du département «Finance» au sein du secrétariat ENO. «AMNO a su insuffler une nouvelle façon de penser et de gérer les Fonds structurels et pousser les acteurs principaux à réfléchir en termes de bénéfices communs.»

Malgré les nombreuses diversités administratives, culturelles, juridiques et linguistiques des 7 pays participants, AMNO s'était en effet concrétisé dans une structure de fonctionnement quasi unique à l'époque: un secrétariat technique commun ainsi qu'un comité de suivi fonctionnant de manière purement transnationale.

«Un succès qui s'est traduit dans les faits par la multiplication des budgets par dix», précise Angèle Martinez. Au total, AMNO aura cofinancé pas moins de 45 projets impliquant 367 organisations de tous les secteurs.

La réussite du concept transnational exploré par AMNO s'est également illustrée avec l'institution obligatoire du mode de fonctionnement transnational aux 10 autres aires de coopération Interreg C qui n'avaient pas opté pour ce schéma décisionnel (à l'époque d'AMNO, seules les aires de coopération de la mer Baltique et de la mer du Nord fonctionnaient également sur un modèle décisionnel transnational). L'autre avancée de taille insufflée par AMNO a été une gestion beaucoup plus souple, originale et efficace des fonds, permettant l'affectation de la quasi-totalité du budget engagé.

Événements

Les politiques communautaires et les zones de montagne

Les 17 et 18 octobre, quelque 400 intervenants provenant de régions montagneuses de l'Union européenne se sont réunis à Bruxelles pour un séminaire visant à examiner les problèmes de développement régional spécifiques aux zones de montagne, ainsi que la façon dont ceux-ci pourraient à l'avenir être mieux pris en compte par les Fonds structurels.

Pour rappel, les montagnes concernent 30 % du territoire européen et abritent 30 millions d'habitants.

Organisé par les directions générales de la politique régionale et de l'agriculture dans le cadre de l'Année internationale de la montagne, ce séminaire a permis notamment de procéder à une première évaluation de l'impact de la politique communautaire sur les zones de montagne.

Trois ateliers se sont déroulés en parallèle autour des thèmes suivants: la politique régionale et l'aménagement du territoire, les enjeux de l'agriculture de montagne, la qualité de vie dans les zones de montagne.

Résumant les travaux et les débats de ces deux journées, Guy Crauser, directeur général de la DG Politique régionale, a conclu sur différentes perspectives et pistes à emprunter au

moment où la Commission réfléchit sur les instruments d'appui à mettre en place au-delà de 2006:

- mieux tenir compte des spécificités des différentes zones de montagne;
- combiner les politiques, tant entre secteurs qu'entre niveaux de responsabilité;
- optimiser l'utilisation des nombreux instruments existants;
- renforcer la coopération et les échanges d'expériences entre régions, notamment grâce à Interreg;
- valoriser la montagne à partir de son potentiel propre et de ses produits de qualité.

Des informations complémentaires sur le séminaire peuvent être consultées sur le site web Inforegio:

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/newsroom/index_fr.htm.

Wallonie (Belgique)

Au pays des bateaux volants

Dans la province belge du Hainaut, l'ambitieux programme de modernisation du canal du Centre s'est achevé en septembre dernier avec l'ouverture de deux infrastructures uniques au monde: l'ascenseur à bateaux de Strépy-Thieu et le pont-canal du Sart.

Trait d'union entre le bassin de l'Escaut, le réseau français des voies navigables et l'axe fluvial Sambre-Meuse-Rhin, le canal du Centre souffrait d'un «étranglement» dans son tracé: la mise au gabarit européen (1 350 t) d'une section de 3,5 km tardait en raison de la complexité du problème posé par le franchissement de la crête de partage des eaux entre les bassins de la Meuse et de l'Escaut, soit 88 m de dénivellation sur une très courte distance. Pour surmonter l'obstacle, deux ouvrages majeurs ont été réalisés:

- un gigantesque ascenseur qui permet à des bateaux de 1 350 t de parcourir, en moins de 2 heures au lieu de 6 auparavant, une section d'environ 7 km, comportant une chute de 73,15 m. Avec ses 105 m de haut, 140 m de long et 85 m de large, l'ascenseur de Strépy-Thieu est, à ce jour, la plus grande structure de ce type jamais construite au monde;

- un impressionnant pont-canal (500 m de long, 10 à 20 m de profondeur, 140 000 t de charge) qui enjambe un important nœud routier. Ici, les bateaux passent au-dessus des voitures.

Il a fallu vingt ans et quelque 600 millions d'euros pour achever cette modernisation du canal. Entrepris en 1982, les travaux ont été en partie entravés par des problèmes de financement. Jusqu'à ce que la Commission européenne considère le projet comme prioritaire dans son schéma directeur des voies navigables d'intérêt communautaire (1993) et qu'en 1996 la région wallonne confie la maîtrise du chantier à une société mixte. Celle-ci a su mobiliser diverses sources de financement: capitaux de la Région, subsides de l'Union européenne, prêts à long terme de la Banque européenne d'investissement, capitaux privés, etc.

Les travaux, qui ont nécessité de grandes prouesses techniques, sont aujourd'hui terminés et le nouveau tronçon au gabarit européen a été inauguré le 2 septembre dernier. Avec la suppression du goulet d'étranglement s'ouvre un nouvel axe fluvial, navigable à 1 350 t, raccordé, d'une part, au bassin parisien et au Nord - Pas-de-Calais (Dunkerque et Lille) et, d'autre part, aux Pays-Bas, à l'Allemagne et aux pays d'Europe orientale. Outre un signal fort pour l'avenir d'un mode de transport écologique, la mise en service du spectaculaire complexe de Strépy-Thieu constitue également une nouvelle attraction touristique qui s'intègre dans la stratégie de développement du Hainaut mise en œuvre avec l'objectif n° 1.

Contact:

Région wallonne

Ministère de l'équipement et des transports

Direction générale des voies hydrauliques de Mons (D 221)

Rue Verte 11

B-7000 Mons

Tél. (32) 65 39 96 10

Internet: <http://voies-hydrauliques.wallonie.be>

<http://www.canal-du-centre.be> (canal du Centre)



L'ascenseur de Strépy-Thieu permet aux bateaux de franchir 88 m de dénivellation.

Présentez vos projets sur le site web Infoforegio

Le site web Infoforegio (http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm) permet de consulter, par pays et par thème, une base de données réunissant près de 500 exemples de projets de développement économique ou social soutenus au titre des Fonds structurels et du Fonds de cohésion. Un questionnaire en ligne offre également la possibilité de soumettre diverses informations sur de nouveaux projets intéressants, en vue de leur intégration dans la base de données. N'hésitez donc pas à nous faire part de vos projets en vous rendant à l'adresse suivante: http://europa.eu.int/comm/regional_policy/projects/stories/index_fr.cfm.



Découverte d'un pays candidat

La Slovénie

Success story

Déjà très performante du temps de l'ex-Yougoslavie, la Slovénie est le plus prospère des dix pays d'Europe centrale et orientale candidats à l'adhésion, l'un des plus avancés aussi dans les négociations sur la voie de l'Union élargie.

Limitée au nord par l'Autriche, au nord-est par la Hongrie, au sud-est par la Croatie, à l'ouest par l'Italie et la mer Adriatique, cette ancienne république constituante de la Yougoslavie, indépendante depuis juin 1991, est un pays de taille modeste: 20 254 km².

Montagneuse et fortement boisée, la Slovénie peut être divisée en trois régions naturelles: le Gorenjsko, appellation locale pour la montagne alpine, le Notranjsko (l'«Intérieur»), correspondant aux plateaux calcaires du Karst, et le Dolenjsko, zone de plaines et de collines. Ce dernier ensemble regroupe la plus grande partie des activités industrielles et des villes, dont la capitale, Ljubljana (350 000 hab.). Une bande côtière de 46,6 km sur la mer Adriatique offre à la Slovénie un débouché maritime.

Retour à la prospérité

La Slovénie est dotée de ressources naturelles variées (plomb, zinc, mercure, charbon, pétrole et bois) et son industrie est très diversifiée. Les Alpes slovènes étant traversées par d'importantes voies de passage entre l'Adriatique et l'Europe centrale, le pays bénéficie depuis longtemps du commerce lié à la circulation, ce qui explique son développement précoce et sa situation économique actuelle relativement privilégiée.

Avant son indépendance, la Slovénie était la plus prospère des six républiques de l'ancienne Yougoslavie. La perte des marchés yougoslaves et la guerre prolongée en Bosnie-et-Herzégovine ont eu de graves répercussions sur l'économie slovène. Les autorités publiques ont pris des mesures pour redresser l'économie, réformer le marché et les banques. Elles ont encouragé une privatisation des entreprises d'État, processus qui n'est pas encore terminé.

De bonnes infrastructures ainsi qu'une main-d'œuvre qualifiée ont contribué au redressement du pays. Entre 1994 et 1999, la croissance slovène a progressé en moyenne de 4,2 % par an et le chômage diminué de moitié (7,3 % en 1999). L'inflation (200 % en 1992) a été maîtrisée, même si elle apparaît encore relativement élevée (7,9 % en 2000). Le PIB par habitant atteignait 69 % de la moyenne des Quinze en 2001, plaçant la Slovénie entre la Grèce et le Portugal en termes de niveau de vie.

L'industrie représente 56 % du PIB de la Slovénie. Les principaux secteurs industriels sont l'électronique, les machines électriques, la transformation des métaux, la métallurgie, l'électroménager et l'automobile. Le pays exporte des matières premières, des produits semi-finis, des machines, des moteurs électriques, des aliments, des vêtements, des produits pharmaceutiques et des cosmétiques. 70 % des exportations slovènes sont absorbées par l'Union européenne. Le tourisme est également une source importante de revenus qui progresse constamment.

Adhésion

Depuis sa reconnaissance internationale en 1992, la Slovénie a adhéré à de nombreuses organisations internationales. Elle a engagé les négociations d'adhésion à l'Union européenne en mars 1998.

Pour la période 2000-2006, outre l'aide de Phare, la Slovénie bénéficie d'un soutien pour la mise sur pied de projets d'infrastructures dans les domaines de l'environnement et des transports grâce au programme ISPA, ainsi que d'une aide financière pour des mesures de préadhésion en faveur de l'agriculture et du développement rural au titre du programme Sapard. À titre d'exemple,

le total de l'aide financière disponible pour la Slovénie en 2000-2002 s'est établi comme suit: Phare, 6,5 millions d'euros par an (auxquels sont venus s'ajouter 3,3 millions au cours de 2001); Sapard, 6,6 millions d'euros par an; ISPA, entre 10,8 millions et 21,7 millions d'euros par an.

La Slovénie peut aussi financer, à l'aide de ses dotations nationales, une partie de sa participation à des programmes communautaires tels que les programmes-cadres de recherche et de développement technologique et les programmes dans les domaines de l'éducation et des entreprises. La Slovénie a également accès aux sources de financement au titre des programmes multinationaux et horizontaux directement liés à l'acquis communautaire.

Contact:

Ministère de l'économie
Kotnikova 5

SLO-1000 Ljubljana

Tél. (386-1) 478 36 21

Fax (386-1) 478 35 22

Internet: <http://www2.gov.si/mg/mgslo.nsf>

Superficie

20 273 km²

Population (2000)

1 982 600 habitants

Densité: 98 hab./km² (EU-15: 118 hab./km²)

Économie et emploi

PIB/habitant (2001):

16 000 EUR (EU-15: 23 200 EUR)

Indice PIB/hab. PPA (2001):

69 (EU-15: 100)

Taux de chômage (2001):

5,7 % (EU-15: 7,4 %)

Questions à M^{me} Tea Petrin, ministre de l'économie de la Slovaquie



Comment expliquez-vous les traditionnelles bonnes performances de l'économie slovaquie?

Depuis dix ans, l'économie slovaquie a non seulement connu

des bouleversements structurels mais elle a dû aussi s'adapter à un environnement fortement concurrentiel. Plusieurs conditions favorables peuvent expliquer le succès relatif des entreprises slovaquies dans cette adaptation et l'aptitude des entrepreneurs à saisir les nouvelles opportunités offertes: un contexte macroéconomique stable, une fiscalité équilibrée et favorable aux entreprises, une main-d'œuvre qualifiée, un grand essor de l'enseignement supérieur, une excellente situation géographique qui favorise les communications, des infrastructures technologiques modernes, un soutien public important à la recherche scientifique, l'accès à de bons services de santé et, plus généralement, à une bonne couverture sociale.

Quels sont les principaux défis socio-économiques de la Slovaquie? Comment sont-ils pris en compte dans la politique régionale nationale?

La Slovaquie veut devenir un acteur compétitif sur la scène économique mondiale en misant sur des produits et des services à haute valeur ajoutée, sur la qualité, sur l'innovation et sur l'esprit d'entreprise. Il s'agit d'assurer une forte croissance économique qui fera de la Slovaquie un pays prospère, jouissant d'une bonne qualité de vie et d'un bien-être social.

À terme, nos objectifs économiques visent à renforcer le développement du facteur humain et la cohésion sociale, à améliorer les infrastructures et les services, à soutenir un développement régional équilibré et à réussir l'entrée de la Slovaquie dans l'Union européenne. L'adhésion à l'Union est perçue à la fois comme un processus d'intégration régionale et comme une étape importante vers la globalisation de l'économie slovaquie.

Pour ce faire, nous conjuguons trois axes stratégiques. D'abord, augmenter la flexibilité et l'adaptabilité de l'économie, afin de profiter des opportunités de développement, tout en limitant les risques que représentent

l'ouverture et l'intégration de notre économie dans les flux mondiaux. Ensuite, appuyer l'adaptation des entreprises à un marché beaucoup plus vaste en élevant les niveaux de spécialisation, en promouvant les partenariats stratégiques et en facilitant l'acquisition de nouvelles compétences. Troisièmement, maîtriser les risques sociaux de la mondialisation et viser un développement global durable.

Dans ce contexte, la politique régionale de la Slovaquie cherche à renforcer la vitalité économique de toutes les régions. Elle est basée sur les principes du développement durable: valoriser tout le potentiel des régions mais sans mettre à mal les ressources et les possibilités de développement des générations futures. Notre politique s'articule autour de l'appui institutionnel aux individus, aux communautés locales et aux régions dans la perspective d'une adaptation rapide et réussie pour saisir les nouvelles opportunités.

Face au problème des disparités économiques régionales, nous mettons en œuvre une politique volontariste de promotion de la capacité d'entreprendre, d'appui à la compétitivité des entreprises, d'attraction des investissements et de développement des infrastructures. Les programmes de développement régional sont complétés par des mesures de soutien à l'agriculture et au développement rural, de protection du patrimoine, d'aménagement de l'espace et de sauvegarde de l'environnement.

Quelles sont les plus grandes attentes de votre pays quant à sa participation à l'Union européenne?

Avec l'adhésion à l'Union européenne, l'horizon économique des sociétés slovaquies va s'élargir considérablement. Il ne tiendra bien sûr qu'à nous d'en profiter. Il est donc important de préparer le pays à faire face à la pression concurrentielle du marché unique. C'est un processus qui est déjà bien engagé, grâce notamment aux mesures communautaires de préadhésion.

En ce qui concerne la politique régionale, nous souhaitons que le dispositif structurel communautaire nous soit appliqué équitablement. Nous pensons que la Slovaquie doit être traitée comme les États membres ayant un niveau de développement économique comparable au nôtre: la Grèce et le Portugal, par exemple. Ce traitement

équitable est nécessaire pour atteindre nos objectifs nationaux de développement régional équilibré et pour réduire notre retard par rapport à la moyenne de l'Union européenne.

Quels sont les points les plus difficiles qui restent à négocier pour l'accession de la Slovaquie à l'Union européenne?

Jusqu'ici (NDLR: septembre 2002), la Slovaquie a clôturé provisoirement 28 chapitres⁽¹⁾. Les chapitres toujours en discussion portent sur l'agriculture et le budget. En ce qui concerne l'agriculture, les points clés sont liés aux quotas et à l'accès des agriculteurs slovaquies aux aides directes. Pour le budget, il s'agit de la quote-part financière de la Slovaquie et de sa position de contributeur net au budget communautaire. D'autre part, nous sommes convaincus que les discussions sur un découpage territorial plus propice à un développement régional équilibré se poursuivront avec la Commission, de manière à réviser, d'ici à la fin de 2006, la classification NUTS de la Slovaquie devenue un État membre de l'Union.

En ce qui concerne la politique régionale, que peut apporter la Slovaquie à l'Union européenne et, réciproquement, que peuvent apporter l'Union européenne et ses États membres à votre pays?

Les politiques régionales des différents pays sont variées. Le «modèle slovaquie» de développement polycentré pourrait intéresser les États membres confrontés à des difficultés régionales comparables aux nôtres. Nous partageons totalement l'opinion — et ceci a déjà été prouvé empiriquement — que la concentration géographique des activités économiques peut facilement conduire à la congestion des équipements, au chômage dans les zones périphériques et à l'explosion des prix de l'immobilier dans les zones centrales. Réciproquement, les «bonnes pratiques» de développement régional équilibré expérimentées dans les États membres de l'Union pourraient être d'un grand intérêt pour nous lorsqu'il s'agit d'élaborer nos propres mesures de politique régionale.

⁽¹⁾ NDLR: Les négociations d'adhésion à l'Union européenne comportent 31 «chapitres».

Découverte d'une région

Le Burgenland (Autriche)

Portail vers l'Europe orientale

Avec l'élargissement de l'Union européenne, la situation frontalière et orientale qui a longtemps pénalisé le développement du Burgenland est devenue aujourd'hui un atout.

À l'extrémité est de l'Autriche, le Burgenland partage des frontières avec la Slovaquie, la Hongrie et la Slovaquie. Il se distingue, tout autour du lac de Neusiedl, par une immense plaine aride d'un caractère unique. Appartenant autrefois à la Hongrie, la région est devenue autrichienne en 1921. Elle ne compte aucune grande agglomération.

Sa situation géographique, directement en contact avec l'ancien Rideau de fer, a entravé le développement du Burgenland pendant des décennies. Bien que la région ait enregistré un taux de croissance supérieur à la moyenne autrichienne au cours des dernières années, son PIB demeure encore très inférieur à la moyenne nationale.

Le développement du Land le plus oriental de l'Autriche présente également d'importantes disparités intrarégionales. Dans le nord, autour de la capitale régionale, Eisenstadt (11 000 habitants), de nombreuses PME mais aussi de grandes entreprises industrielles ont mis en place plusieurs structures collectives comme le parc industriel de Siegfendorf, le parc d'affaires de Müllendorf ou le centre technologique d'Eisenstadt (voir article). Autour du lac de Neusiedl, le nord abrite aussi le plus grand vignoble autrichien en continu et la plus importante zone touristique

(Seewinkel). En revanche, l'économie du centre du Burgenland repose essentiellement sur l'agriculture, tandis que le sud, qui comprend un grand nombre de sources minérales et de centres de cure, constitue un maillon majeur de la région thermique de Burgenland-Styrie.

Plus de 11 % de la population active travaille dans l'agriculture et la sylviculture, secteurs qui représentent à eux seuls presque 8 % de la valeur ajoutée régionale, soit un pourcentage largement supérieur à la moyenne autrichienne. Les principaux secteurs de transformation sont la métallurgie, l'industrie agroalimentaire ainsi que l'industrie du cuir et du textile. Le bâtiment et l'industrie minière jouent également un rôle très important dans l'économie régionale. Le tertiaire, pour sa part, enregistre une croissance constante. Il représente plus de 60 % de l'activité économique et témoigne aussi de l'importance du secteur public pour la région.

Le Burgenland étant traversé par les principaux axes internationaux de communication vers la Hongrie, la politique régionale vise à transformer le Land en «portail de l'Europe orientale» et en plate-forme relais dans les échanges économiques entre l'est et l'ouest. Le Burgenland offre ainsi de nombreuses possibilités aux

entreprises souhaitant s'implanter à l'est de l'Europe. À cet égard, la création du parc d'activités financières transfrontalier de Heiligenkreuz-Szentgotthard a ouvert de nouvelles perspectives.

L'objectif n° 1 s'articule autour de trois grands objectifs: faire du Burgenland une région moderne d'Europe centrale, le préparer à l'élargissement de l'Union et réduire les disparités intrarégionales. Cela passe par l'amélioration des performances économiques de la région et de la compétitivité de ses entreprises. D'où un fort accent mis sur l'innovation, les transferts technologiques et le développement des réseaux d'entreprises.

Contact:

*Amt der Burgenländischen
Landesregierung*

*EU-Verwaltungsbehörde
Landesamtsdirektion*

Europaplatz 1

A-7000 Eisenstadt

Tél. (43-2) 68 26 00-2992

Fax (43-2) 68 26 00-2994

E-mail:

post.verwaltungsbehoerde@bgld.gv.at

*Pour en savoir plus sur le Burgenland
et l'Union européenne:*

*[http://www.burgenland.at/default.asp?
SAULEID=6&SAEULENHOME=
00272642020028759558](http://www.burgenland.at/default.asp?SAULEID=6&SAEULENHOME=00272642020028759558)*

Superficie

3 966 km²

Population

278 600 habitants

Densité: 70 hab./km²

(EU-15: 118 hab./km²)

Économie et emploi

PIB/hab. PPA (1999): 71,4
(EU-15: 100)

Taux de chômage (2001):
8,2 % (EU-15: 7,4 %)

Fonds structurels (2000-2006)

Objectif n° 1

UE	Autres fonds publics	Fonds privés	Total
271 Mio EUR	98,57 Mio EUR	494,32 Mio EUR	863,90 Mio EUR

High Tech Burgenland

Les aides européennes transforment le Burgenland en pôle technologique.

Aux marches orientales de l'Autriche, le Burgenland était jusqu'ici davantage connu pour son vignoble que pour sa haute technologie. L'objectif n° 1 a permis à la région de se lancer dans les technologies de pointe.

Des subsides européens de 7,2 millions d'euros ont conduit à la création du Technologie Zentrum Eisenstadt (TZE), qui héberge à la fois des entreprises multinationales, des PME et des jeunes pousses informatiques dans le domaine de l'information.

Le TZE comporte un ensemble de bâtiments et de locaux ultramodernes munis de toutes les infrastructures numériques et télématiques nécessaires aux activités basées sur les technologies avancées de la communication. Divers équipements collectifs, telle une salle de visioconférence, complètent les installations.

Le choix d'Eisenstadt a été dicté par un certain nombre d'atouts: avec 450 000 habitants résidant dans un rayon de 45 km autour de la ville et un bassin d'emploi de 75 000 actifs dans les secteurs secondaire et tertiaire, le chef-lieu du Burgenland constituait une localisation de choix pour le projet.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes: depuis la création du centre en 1997, l'économie du bassin d'Eisenstadt a connu une croissance annuelle moyenne de 3,6 % et la création de 5 200 emplois. À l'échelle régionale, le TZE a sans conteste renforcé la compétitivité du Burgenland, tout en offrant de nombreuses possibilités en matière de formation et d'emploi à long terme. D'autant plus que la faculté des relations économiques internationales de l'université s'apprête également à s'installer dans un bâtiment du TZE.

Le succès du TZE a induit la création sur le même modèle, ailleurs dans le

Burgenland, de quatre centres dans d'autres secteurs tels que les énergies renouvelables à Güssing et l'optique électronique à Jennersdorf.

Contact:

Ernst Horvath
TZE — Technologie Zentrum
Eisenstadt GmbH
Marktstr. 3
A-7000 Eisenstadt
Tél. (43-2) 682 70 40
Fax (43-2) 68 27 04 91
Internet: <http://www.tze.at/>



Objectif n° 1 Burgenland Petits projets deviendront grands

Au-delà des grands projets structurants, le programme objectif n° 1 Burgenland cofinance également des projets locaux à petite échelle dans différents secteurs. Exemples.

• Recherche et développement

Basée à Pinkafeld, la société audiovisuelle Sunamic Visualisierung und Netzwerk GmbH a obtenu une subvention objectif n° 1 pour développer un système optique offrant un meilleur contraste des couleurs, ce qui améliore le visionnement de vidéos en plein air.

• Formation en entreprise

Une formation qualifiante de deux ans a été mise en place dans plusieurs entreprises informatiques

d'Eisenstadt selon le modèle «learning by doing».

• Insertion sociale

Dans le sud du Burgenland, l'association Bungis organise des programmes de formation à l'intention des handicapés et des chômeurs de longue durée.

• Produits locaux

Avec des subsides objectif n° 1, les agricultrices du marché rural de Bad Tatzmannsdorf vont pouvoir transférer leur point de vente sur la place principale de la localité.

• Jus de fruits

Un centre logistique équipé pour l'entreposage, l'emballage et l'étiquetage de jus de fruits a été installé à Stegersbach.

• Restaurant thermal

Grâce à des aides objectif n° 1, un restaurateur a pu réaliser son rêve: ouvrir son propre établissement à proximité d'une source thermale. Plusieurs projets portés par des microentreprises sont ainsi liés au thermalisme, autre secteur levier pour l'économie régionale.

Le nouveau «Fonds de solidarité de l'Union européenne»

À la suite des inondations de l'été 2002 qui ont dévasté plusieurs parties de l'Europe, la Commission européenne a proposé la création d'un nouveau Fonds de solidarité afin de réagir plus rapidement aux catastrophes naturelles.

Les inondations les plus dévastatrices depuis des décennies ont ravagé l'Europe centrale à la mi-août, causant plus de 100 décès. Les dommages aux infrastructures et aux habitations se comptent par milliards d'euros. Le nettoyage et la reconstruction des sites inondés devraient prendre des mois, voire des années.

En Europe centrale, les pays les plus touchés ont été l'Allemagne, l'Autriche, la République tchèque et la Slovaquie. Le Land allemand de Saxe a été particulièrement affecté: la transformation de l'Elbe en torrent a considérablement détérioré les monuments et autres sites historiques de Dresde. Des dizaines de milliers d'habitants ont dû être évacués, de même qu'à Chemnitz et à Leipzig.

À Krems, en Autriche, des milliers de gens ont dû se réfugier aux étages des immeubles pour échapper aux eaux déchaînées du Danube. En République tchèque, pays qui n'avait pas connu de telles inondations depuis des siècles, 40 000 habitants de Prague ont trouvé refuge dans des abris

d'urgence. La Slovaquie a également été durement frappée: pannes d'électricité majeures à Bratislava, dommages considérables en ce qui concerne les routes et autres infrastructures de transport...

Fonds européen de solidarité

Tout en exprimant sa solidarité envers les victimes, la Commission européenne a rapidement réagi aux inondations: réunis le 28 août, les commissaires européens ont annoncé une série de mesures d'assistance aux régions touchées, y compris un certain nombre de réajustements et de transferts en ce qui concerne les Fonds structurels. En l'absence d'une ligne budgétaire spécifiquement destinée à répondre aux catastrophes de ce type, la Commission a d'abord mis en avant une proposition visant à créer un nouveau fonds des catastrophes.

Une proposition de règlement fixant les modalités d'application d'un «Fonds de solidarité de l'Union

Parc national Donau-Auen (Autriche):
suppression des bras morts du Danube pour prévenir les inondations.



européenne» a été adoptée par la Commission le 18 septembre 2002. Le nouveau Fonds consistera en un instrument rapide, indépendant des Fonds structurels, destiné à aider les régions sinistrées en cas de catastrophe majeure.

Les montants mobilisés pour le Fonds seront accessibles aux États membres et aux pays avec lesquels les négociations d'adhésion à l'Union sont en cours, en cas de besoin.

Le Fonds sera axé sur l'octroi d'une assistance financière immédiate qui aidera les populations, les régions et les pays à retrouver aussi rapidement que possible des conditions de vie normales. Son domaine d'activité sera donc limité aux besoins les plus urgents. La reconstruction à long terme des infrastructures et du tissu économique doit être du ressort d'autres instruments. L'aide communautaire viendra s'ajouter aux efforts des pays concernés.

Les aides accordées par le Fonds auront pour objet de:

- rétablir immédiatement des infrastructures importantes telles que les équipements de fourniture d'énergie, de distribution et de traitement de l'eau, les réseaux de communication et de transport, les structures de santé et d'enseignement;
- reloger provisoirement les habitants et les équipes de première intervention;

- sécuriser les infrastructures de prévention telles que les digues;

- assainir les zones naturelles endommagées.

Le financement sera accordé à la demande du pays concerné sur la base d'un accord entre la Commission européenne et l'État bénéficiaire. La mise en œuvre de l'aide et la sélection des différents projets relèveront de la compétence du pays et des régions concernés.

S'il est approuvé par le Conseil et le Parlement européen, le Fonds devrait entrer en vigueur en novembre 2002.

En présentant le texte de la proposition, le commissaire Michel Barnier, chargé de la politique régionale et responsable de ce Fonds, a souligné que «le Fonds de solidarité de l'Union européenne [permettait] d'offrir une aide immédiate», tout en insistant sur le fait qu'«en premier lieu, il [convenait] d'améliorer la prévention, la gestion des risques et la coopération interrégionale et internationale». Selon Michel Barnier, la prévention des risques constituera une des priorités de la future politique régionale.

De plus amples informations sont disponibles sur:

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_en.htm.

IRMA, pour prévenir les crues du Rhin et de la Meuse

Avec Interreg II C, l'Union a cofinancé 153 projets de prévention des risques dans les régions traversées par le Rhin et la Meuse.

Par deux fois, à treize mois d'intervalle en 1993 et 1995, le Rhin et la Meuse sont sortis de leur lit, provoquant de très importantes inondations. D'où un programme transnational de prévention, IRMA (Interreg Rhin-Meuse Activities), lancé en 1997 et subventionné par le FEDER dans le cadre d'Interreg II C. IRMA stimule la coopération et une approche intégrée de la problématique des inondations en favorisant l'échange d'expériences entre les pays concernés par les bassins hydrographiques du Rhin et de la Meuse: l'Allemagne, la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse. Mobilisant un budget de 419 millions d'euros, dont un tiers fournis par l'Union européenne, le programme IRMA a débouché sur 153 projets axés autour

de trois domaines d'intervention: l'aménagement du territoire, la gestion des eaux et la prévention des dommages causés par les crues.

Contact:

Secrétariat du programme IRMA

BP 30940 IPC 365

2500 GX Den Haag

Pays-Bas

Tél. (31-70) 339 51 19

Fax (31-70) 339 12 13

E-mail: irma@minvrom.nl

Internet: <http://www.irma-programme.org>

L'Andalousie contre la «fracture numérique» Pour que l'internet coule de source...

Dans le cadre des actions innovatrices du FEDER, le gouvernement de la région d'Andalousie (Espagne) met sur pied le programme Guadalinfo. But: faire en sorte que l'internet à large bande soit accessible à tous les habitants, y compris dans les petites localités isolées. À titre expérimental, 25 centres d'accès public à l'internet voient le jour, comme autant de têtes de pont contre la fracture numérique.



Guadalinfo, on ne pouvait trouver plus joli nom! *Guada* (oued) signifie la rivière en arabe. Or, pendant des siècles, la plus méridionale des régions espagnoles a été bercée par la civilisation musulmane, qui y a laissé de nombreuses traces. *Guada* fait référence à un flux, à un élément qui coule de source... comme l'information. Mais voilà, ce bien précieux qu'est l'information n'est pas accessible à tous de la même façon.

L'Andalousie connaît certes une proportion d'internautes assez élevée (22,8 % de la population), légèrement supérieure à la moyenne espagnole (21,2 %). Mais cette statistique masque de sérieuses inégalités, spécialement en ce qui concerne l'internet à large bande. De profondes disparités existent en Andalousie entre les centres urbains et les petites localités de campagne ou de montagne, isolées, défavorisées. Dans ces zones à faible densité de population, et assez peu solvables, les opérateurs privés de télécommunications rechignent à

investir, faute de rentabilité. Juste un chiffre: à l'heure actuelle, seules les villes de plus de 65 000 habitants sont câblées (le câble est l'un des canaux pour la «large bande»). Et rien ne devrait bouger dans le court terme. Si on laissait faire le marché, les villages de 5 000 habitants et moins ne seraient pas reliés au câble avant une vingtaine d'années.

Entre les grandes cités et les plus petites localités, un fossé s'établit. Il s'agrandit même, créant une véritable «fracture numérique». L'incapacité à se relier à l'internet à large bande engendre des désavantages en chaîne, à une époque où, de plus en plus, l'accès à la formation, à l'emploi ou aux services passe par la maîtrise du numérique. «L'absence de l'internet est donc synonyme d'exclusion sociale. Mais elle freine aussi l'innovation et l'économie», estime Jose Carlos Alarcon, secrétaire général pour le développement de la société de l'information du gouvernement d'Andalousie.

25 centres

Pour rendre l'internet à large bande accessible à tous en Andalousie, il fallait donc un sérieux coup de pouce du secteur public. Tel est précisément l'esprit du programme Guadalinfo, qui s'inscrit dans le cadre des actions innovatrices soutenues par le FEDER. Guadalinfo repose sur la mise sur pied, dans des petites localités particulièrement défavorisées, de 25 centres d'accès public à l'internet à large bande. Dans ces zones, grâce au volontarisme du gouvernement d'Andalousie, les opérateurs privés de télécommunications se sont engagés à réaliser les investissements nécessaires pour cet internet rapide et pas cher.

Les 25 centres pilotes ne se contenteront pas de fournir du matériel et des connexions à la population locale. Ils travailleront comme des têtes de pont en faveur d'un développement local intégré.

Place à l'innovation

Différents projets viendront se greffer autour des centres pivots. Le premier touche à l'information géographique. L'idée est de développer, grâce à l'internet, des services en ligne pour la population, au départ de besoins typiquement locaux. Il s'agira, par exemple, de réaliser des plans détaillés des rues des villages, d'établir la liste des pharmacies de garde ou de promouvoir les dates de consultation des médecins de campagne. Cette «micro-information» rendra service aux habitants. Sa gestion pourrait inspirer la création de petites entreprises nouvelles. On fait ainsi d'une pierre deux coups, en améliorant le social tout en stimulant des activités économiques.

Autre projet animé par les centres publics: le soutien à des dispositifs de

formation à distance, destinés à des catégories d'habitants en situation difficile: des jeunes, des chômeurs, des femmes. Une aide financière sera apportée aux sociétés capables de fournir des formations à distance (e-learning) réellement adaptées aux besoins des destinataires.

Le volet «ASP» (Application Service Provider) du programme vise un autre type de services. Dans les petites localités, de nombreuses toutes petites entreprises ne disposent pas de ressources indispensables, telles que le conseil comptable ou l'appui à la vente. Dans ce cas également, l'internet peut résoudre le problème. Encore faut-il regrouper l'ensemble de ces micro-entreprises, afin que l'offre de services ASP bénéficie d'une demande suffisamment forte.

Guadalinfo encouragera enfin la constitution de «communautés virtuelles», basées sur la coopération entre plusieurs centres pilotes. D'un endroit à l'autre de l'Andalousie, ces communautés échangeront de l'information à partir de thèmes d'intérêt commun aussi divers que, par exemple, la récolte de vivres pour le tiers monde, la collecte et l'inventaire de chansons populaires ou encore la chasse aux lapins dans la montagne...

Vers l'autonomie

Guadalinfo est coordonné par le gouvernement d'Andalousie, dans le

cadre de son plan I@landalus d'initiatives stratégiques pour le développement de la société de l'information. À la suite d'un appel d'offres public, les 25 centres devaient être sélectionnés à la fin de 2002. L'action innovatrice portera jusqu'à juin 2004. Les centres andalous (gérés par des associations publiques ou privées sans but lucratif) recevront une subvention couvrant l'équipement, le fonctionnement ainsi que du conseil en gestion. Mais au bout de deux ans — cela fait partie des critères de sélection —, ils devront se montrer autonomes. Guadalinfo spéculait sur la dynamique des réseaux et sur des effets boule de neige. L'ambition étant, d'ici à 2004, de proposer l'internet à large bande à la plus grande partie des communes de moins de 20 000 habitants. Le numérique sera-t-il alors aussi disponible que l'eau des rivières?

Contact:

Andres Garcia Lorite
Directeur du programme Guadalinfo
Consejería de la Presidencia
Junta de Andalucía
Avda. de la Borbolla, n° 1
E-41071 Sevilla
Tél. (34) 955 00 10 68/30 10 68
Fax (34) 955 00 10 52/30 10 52
E-mail:
andres.g.lorite@juntadeandalucia.es
Internet: <http://www.guadalinfo.net>

Faits et chiffres

• L'Andalousie

Avec 7 millions d'habitants, l'Andalousie est la région la plus peuplée d'Espagne. Elle est aussi l'une des plus étendues d'Europe: 87 599 km².

• eEurope 2005

Le 29 mai 2002, la Commission a adopté le plan d'action «eEurope 2005: une société de l'information pour tous» (http://europa.eu.int/information_society/eeurope/action_plan/index_en.htm).

• Budget

Le budget de Guadalinfo (2002-2003) est de 5,85 millions d'euros. 2,94 millions d'euros sont apportés par le FEDER. Le gouvernement d'Andalousie verse une contribution de 1,33 million d'euros. Le secteur privé apporte, quant à lui, 1,58 million d'euros.

Coopération sans frontières 33 projets Interreg exemplaires



Disponible dans toutes les langues de l'Union.

En ligne



<http://european-convention.eu.int>

La Convention sur l'avenir de l'Europe rassemble des représentants des gouvernements, des parlements nationaux, du Parlement européen et de la Commission européenne en vue de proposer un cadre institutionnel européen adapté aux évolutions du monde, aux attentes des citoyens et à l'élargissement de l'Union. Ce site en 11 langues présente l'organisation de la Convention, le calendrier des travaux, les documents et les contributions, un index, etc. Un espace de discussion libre est ouvert aux internautes et un forum en ligne est destiné aux organisations de la société civile.

<http://www.newtowns.net>

Ce site est dédié aux «villes nouvelles» créées pour la plupart dans les années 70 pour favoriser un développement territorial équilibré. Établie en avril 2001, la plate-forme européenne des villes nouvelles (ENTP) regroupe à ce jour des villes d'Angleterre, d'Écosse, d'Espagne, de Finlande, de France, d'Irlande du Nord, des Pays-Bas, du pays de Galles et de Suède et est ouverte à toutes les villes nouvelles d'Europe. Le programme d'action comprend plusieurs projets Interreg III et l'échange de bonnes pratiques avec les villes nouvelles d'Asie à travers le programme «ASIA Urbs».



<http://www.sustainableregions.net>

Explorer et faire connaître les voies d'un développement régional durable, qui permette aux régions de répondre aux exigences et aux opportunités de l'économie globalisée sans préjudice pour leur tissu socio-économique et leur environnement, c'est l'objet de ce site issu du programme TASK (Towards a Sustainable Knowledge Based Region), un programme expérimental mis en œuvre au pays de Galles dans le cadre des programmes régionaux d'actions innovatrices cofinancés par l'UE. Accessible en anglais, le site constitue un outil de travail en réseau avec d'autres régions d'Europe.

Contacts

Commission européenne, DG Politique régionale
Unité 1 «Information et communication»
Thierry Daman
Avenue de Tervuren 41, B-1040 Bruxelles
Fax (32-2) 296 60 03
E-mail: regio-info@cec.eu.int
Internet: http://europa.eu.int/comm/dgs/regional_policy/index_fr.htm

Commissaire Michel Barnier:
http://europa.eu.int/comm/commissioners/barnier/index_fr.htm

Informations sur les aides régionales de l'Union européenne:
http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm

ISSN 1608-3903

© Communautés européennes, 2002
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Belgium



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L-2985 Luxembourg